

AMSANA – FBSA



PMASN – CAN



PROSAR – GIZ



**RAPPORT D'ÉVALUATION DU NIVEAU DE CONNAISSANCE DES
ACTEURS COMMUNAUX ET REGIONAUX
DE L'ATACORA-DONGA EN
SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE**

Juin 2017

Table des matières

Table des matières	2
Acronymes	3
Introduction	4
1 Contexte et Justification	5
2 Méthodologie	5
2.1 Etape 1 : Conception de l’outil d’évaluation.....	5
2.2 Etape 2 : Réalisation de l’évaluation des connaissances proprement dite ;	6
2.3 Etape 3 : Dépouillement et traitement des données ;	6
2.4 Etape 4 : Rédaction du rapport	6
3 Résultats du diagnostic	6
3.1 Aperçu des participants au test (Secteurs, profils).....	6
3.2 Niveau général de maîtrise/connaissance des thèmes SAN	9
3.2.1 Niveau général de connaissance SAN	9
3.2.2 Niveau de connaissance détaillée par thème SAN	10
3.2.3 Niveau de connaissance détaillée par secteur et profil	15
4 Défis de renforcement de capacités	18
Conclusion	22
5 ANNEXES	23
Annexe 1 : Fiche d’évaluation des connaissances SAN.....	24
Annexe 2 : compil des graphiques sur le détail des niveaux de connaissance par secteur et profil	26

Acronymes

AMSANA	Appui Multisectoriel à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans l'Atacora
DTF	Document Technique et Financier
iSAN	Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle
PMASN	Projet Multisectoriel d'Alimentation et de Nutrition
PROSAR	Programme Mondial Sécurité Alimentaire et Renforcement de la Résilience
PTF	Partenaires techniques et Financiers
SA	Sécurité Alimentaire
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SCDA	Secteur Communal pour le Développement Agricole
SN	Sécurité Nutritionnelle

Introduction

Le présent rapport renseigne sur les résultats de l'évaluation des connaissances des acteurs communaux et régionaux sur la thématique Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN). Il est le résultat d'une initiative conjointe AMSANA_PMASN-PROSAR, les trois grands programmes intervenant sur la thématique SAN dans l'Atacora-Donga. Cette initiative obéit à la dynamique multi acteurs librement consentie par ces trois programmes et s'inscrit dans une logique de faire du renforcement de capacités en lien avec les besoins réels des acteurs, hormis celui relatif à des thèmes spécifiques au domaine d'expertise de chaque acteur que chaque programme d'intervention a déjà identifié dans son document technique et financier (DTF).

Cette synergie d'action a permis de mobiliser les acteurs concernés par la SAN dans l'Atacora-Donga et de disposer des mêmes angles d'analyse pour apprécier leur niveau de connaissance sur la SAN.

Le diagnostic que retrace ce rapport confirme la pertinence de cette évaluation parce que révélant la diversité de la compréhension des différents acteurs sur le minimum basique à savoir sur la SAN. De plus, il met en relief la méconnaissance par certains acteurs des fondamentaux spécifiques à leurs domaines d'expertise. En général, le faible niveau des acteurs ayant participé au diagnostic, est relatif principalement aux thématiques suivantes :

- La situation du pays en sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Les déterminants (risques) de l'insécurité alimentaire du ménage ;
- Les conséquences de la malnutrition ;
- La classification de la prévalence de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (iSAN) ;
- Les facteurs de risques de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Le rôle des différents acteurs.

Le présent rapport est structuré en deux principales parties : le diagnostic et l'analyse du niveau de connaissance et les besoins en renforcement de capacités.

Sur cette base, il pourra être élaboré un plan de renforcement de capacités qui détermine la stratégie de renforcement des capacités et les conditions de mise en œuvre.

1 Contexte et Justification

En 2016, plusieurs nouveaux programmes de développement¹ ont démarré leurs interventions sur la thématique sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) dans l'Atacora-Donga. Ces différents programmes visent tous à renforcer les capacités de prise en charge de cette thématique par les différents acteurs, et prévoient des actions de renforcement de compétences.

Or, le renouvellement de plus de 80% des élus locaux lors des dernières élections municipales, la mobilité du personnel des services déconcentrés de l'état, mais aussi des organisations de la société civile et agents de projets ont entraîné l'arrivée de nouveaux acteurs. Ces nouveaux acteurs ont tous des niveaux de compréhension différents des causes, enjeux et mécanismes d'intervention liés à la thématique SAN.

Cette hétérogénéité des connaissances/compétences constitue à la fois une opportunité, basée sur la complémentarité, mais aussi une faiblesse liée à des compréhensions divergentes des causes et conséquences de la SAN. Ces divergences d'appréhension rendront difficile le développement d'une vision commune des actions à élaborer et mettre en œuvre pour lutter efficacement et durablement contre ce phénomène croissant qu'est la malnutrition.

Il s'impose que tout processus efficace de renforcement de capacités de ces acteurs doit se reposer sur un préalable qu'est un état des lieux de leurs connaissances SAN afin d'arrimer l'offre de renforcement aux réels besoins de ces acteurs.

Les 3 programmes intervenant dans les mêmes communes et parfois ayant les mêmes cibles et profitant de leur volonté affichée de créer autour de la thématique SAN, une dynamique de concertation et de développement des synergies, ont conjointement initié et conduit une évaluation de l'état des connaissances des acteurs sur la SAN. Une telle dynamique vise, entre autres, à optimiser les moyens mais aussi et surtout, à renforcer les impacts des différentes interventions.

L'objectif de l'évaluation est d'apprécier le niveau de connaissance des acteurs communaux et régionaux sur la thématique sécurité alimentaire et nutrition.

2 Méthodologie

Le processus a été conduit conjointement par les projets et programmes AMSANA, PMASN, ProSAR. Chacun d'entre eux, a assuré la prise en charge de son personnel mis à contribution et la mobilisation des acteurs dans sa zone d'intervention sur une base consensuelle.

Le processus s'est déroulé en 4 grandes étapes.

2.1 Etape 1 : Conception de l'outil d'évaluation

La fiche d'évaluation a été conçue avec le concours des expertises existantes au niveau des 3 programmes en matière SAN. Elle est constituée de deux types de questions : des questions fermées pour jauger l'état des connaissances et de questions ouvertes relatives aux attentes et propositions de modalités de renforcement de leurs capacités. **Voir annexe 1**

¹ PROSAR – GIZ, PMASN – Banque mondiale, AMSANA - FBSA

Les questions fermées, **objet du présent rapport**, sont structurées en 5 grands thèmes SAN que sont :

- Les concepts SAN : définitions et caractéristiques de la SAN ;
- Les cibles : informations ou questions faisant le lien entre les populations (notamment les ménages) et la SAN en termes de risques d'insécurité alimentaire, de caractéristiques des ménages en iSAN, de déterminants pour l'iSAN...
- Les causes de l'iSAN : différentes causes ;
- Les effets d'une bonne nutrition sur la santé et d'une malnutrition sur les enfants ;
- Les pratiques retracent la relation entre les pratiques d'hygiène, l'eau potable et la SAN.

2.2 Etape 2 : Réalisation de l'évaluation des connaissances proprement dite ;

L'évaluation s'est déroulée suivant deux modes opératoires :

- L'animation d'ateliers communaux et régional d'échanges et de remplissage du questionnaire au profit des acteurs communaux et de certains acteurs régionaux ou départementaux organisés avec la contribution de chaque programme. Trois équipes mixtes ont été constituées à cet effet.
- Le remplissage et l'envoi par mail pour d'autres acteurs à savoir : les agents des ONG partenaires de mise en œuvre des projets (AMSANA, ProSAR, PMASN) au niveau communal, les partenaires techniques et financiers ou ONG Internationales intervenant dans l'Atacora-Donga, les projets et programmes et les ONG locales.

2.3 Etape 3 : Dépouillement et traitement des données ;

Pour le traitement des données, AMSANA a mis en place un masque de données Excel qui a permis de faire toutes les manipulations de traitement. Mais avant, un apurement été effectué notamment au niveau du profil des participants. Les 1^{ères} tendances ont été dégagées. Une présentation a été faite par AMSANA aux deux autres programmes et aux acteurs communaux afin de recueillir leurs amendements.

2.4 Etape 4 : Rédaction du rapport

La rédaction du rapport du diagnostic a été assurée par AMSANA-CTB.

3 Résultats du diagnostic

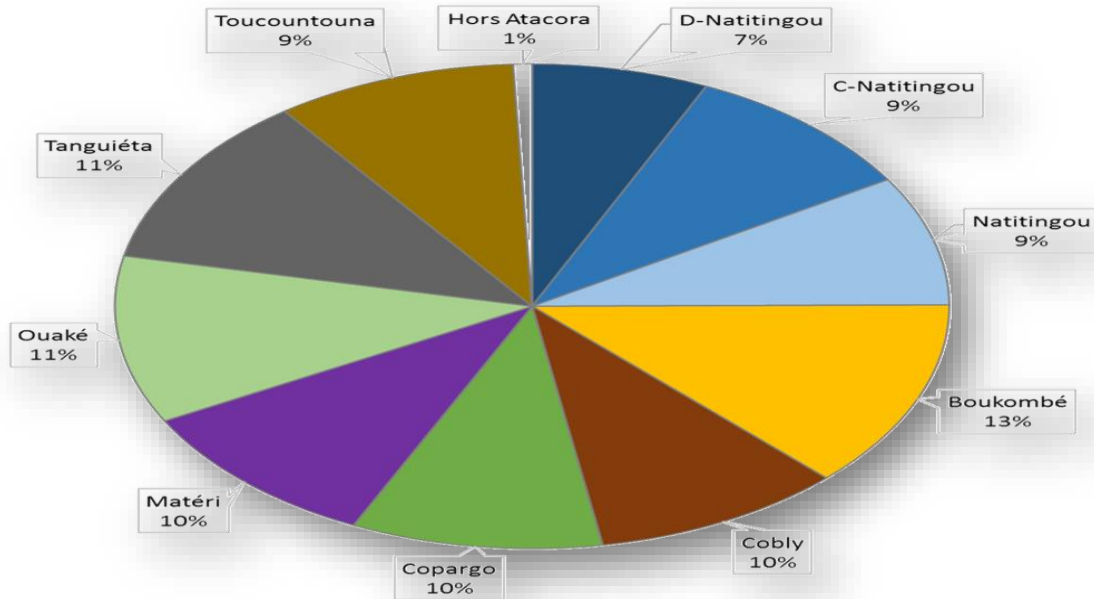
3.1 Aperçu des participants au test (Secteurs, profils)

L'évaluation a concerné 277 acteurs. Il s'agit des acteurs susceptibles d'influencer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau de leurs sphères d'intervention et d'influence (communes et département notamment). Ce sont les élus et administrations communales, les agents des services déconcentrés de l'Etat communaux et départementaux, les agents de projets et programmes, les agents des ONG locales et les acteurs du secteur privé.

L'aperçu des participants se présente comme ci-après.

a) Selon la structure d'appartenance

Les ateliers d'évaluation se sont déroulés dans 8 communes (Boukombé, Coby, Copargo, Matéri, Natitingou, Ouaké, Tanguiéta et Toucountouna), la ville de Natitingou. Les acteurs hors Atacora-Donga sont situés à Djougou et Cotonou. Le niveau de participation se présente comme suit :



Dans l'ensemble, le niveau de participation est équitablement réparti, excepté la commune de Boukombé qui a connu la plus forte participation (13%) et l'hors-Atacora (Cotonou et Djougou) la plus faible.

b) Selon le secteur

Les secteurs concernés sont : l'éducation, la santé, l'agriculture, la promotion sociale, le privé, la société civile, la promotion sociale, les Projets-ONG (ONG locales et internationales, PTF, programmes et projets) dont la composition se présente comme suit avec le niveau de participation :

- **Education (12%)** : enseignants de collègues et d'écoles privés et publics, responsables départementaux et communaux de l'enseignement ;
- **Mairie (15%)** : élus et administrations communales ;
- **Planification (1%)** : cadres et agents d'exécution de l'administration départementale du Plan ;
- **Privé (4%)** : commerçants, vendeuses, transformatrices, Etudiants ;
- **Projet-ONG (22%)** : cadres et agents d'exécution des programmes et projets (PTF) et des ONG locales ;
- **Promotion sociale (12%)** : cadres et agents d'exécution communaux et départementaux
- **Santé (11%)** : cadres et agents d'exécution niveaux communal et départemental

- **Société civile (12%)** : unions de producteurs, structures de veille citoyenne, différentes associations ;
- **Agriculture (11%)** : cadres du CARDER et des SCDA

Le niveau de participation est plus élevé, par ordre d'importance, au niveau des projets-ONG et des mairies. Le privé et la planification connaissent la plus faible participation.

c) Selon le profil

L'évaluation a concerné au niveau des secteurs et de façon différenciée, les élus, les cadres, les agents d'exécution et des indépendants du privé.

Étiquettes de lignes	Nombre d'enquêtés
Agent d'exécutions	101
Cadres	146
Elus	18
Indépendants du privé	12
Total général	277

Le détail des participants se présente comme suit.

Communes et Institutions	Educati on		Mairie			Privé		Projet-ONG		Promotion Sociale		Santé		OSC		Agri		Planificati on		Total
	C	AE	Elus	C	AE	C	AE	C	AE	C	AE	C	AE	C	AE	C	AE	C	AE	
Commune Boukombé	2	3	5	2	0	1	0	1	5	3	2	0	3	4	1	3	0	0	0	35
Commune Natitingou	2	2	1	1	3	1	0	1	3	0	0	2	3	2	2	3	0	0	0	26
Commune Cobly	3	1	1	3	1	0	0	3	5	3	0	0	2	2		3	0	0	0	27
Commune Copargo	0	0	6	1	1	1	0	1	3	2	1	1	2	2	3	3	0	0	0	27
Commune Matéri	2	2	0	3	0	1	0	0	2	1	2	1	2	7	2	3	0	0	0	28
Commune Ouaké	2	3	0	1	1	3	2	2	6	3	1	2	1	0	0	4	0	0	0	31
Commune Tanguiéta	1	0	2	3	4	0	0	5	1	1		1	6	2	2	4	0	0	0	32
Commune Touctna	3	2	3	1	0	1	0	0	1	1	2	2	2	3	1	4	0	0	0	26
Niv départ Natitingou	4	1	0	0	0	0	0	0	0	6	0	1	0	0	0	4	0	3	0	19
Ville Natitingou	0	0	0	0	0	0	0	15	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24
Hors -Atacora	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
TOTAL	19	14	18	15	10	8	2	30	35	20	8	10	21	22	11	31	0	3	0	277

3.2 Niveau général de maîtrise/connaissance des thèmes SAN

3.2.1 Niveau général de connaissance SAN

Le taux global de réponse des participants aux questions est de **92%** c'est-à-dire que les participants ont répondu à la presque totalité des questions.

Quant au niveau général de connaissance SAN, c'est-à-dire le taux moyen de bonnes réponses aux questions, il est de **67%, donc au-dessus de la moyenne.**

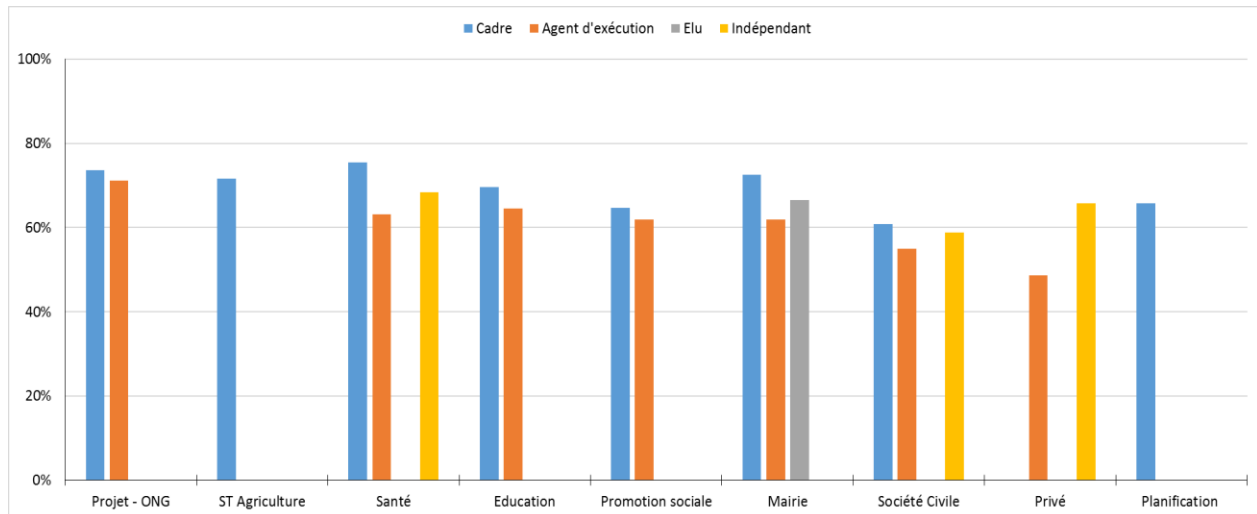
A l'échelle des secteurs, le tableau ci-dessous indique que les agents du secteur de l'agriculture et des projets-ONG ont le niveau de connaissance SAN le plus élevé tandis que la société civile en le plus faible.

Secteurs	Moyenne de % bonnes réponses
Projet - ONG	72%
ST Agriculture	72%
Santé	67%
Education	67%
Promotion sociale	64%
Mairie	67%
Société Civile	59%
Privé	62%
Planification	66%
Total général	67%

Analysé sous l'angle du profil des répondants, le niveau de connaissance SAN est presque le même tous secteurs confondus même si les cadres dégagent un taux de bonnes réponses légèrement plus élevé.

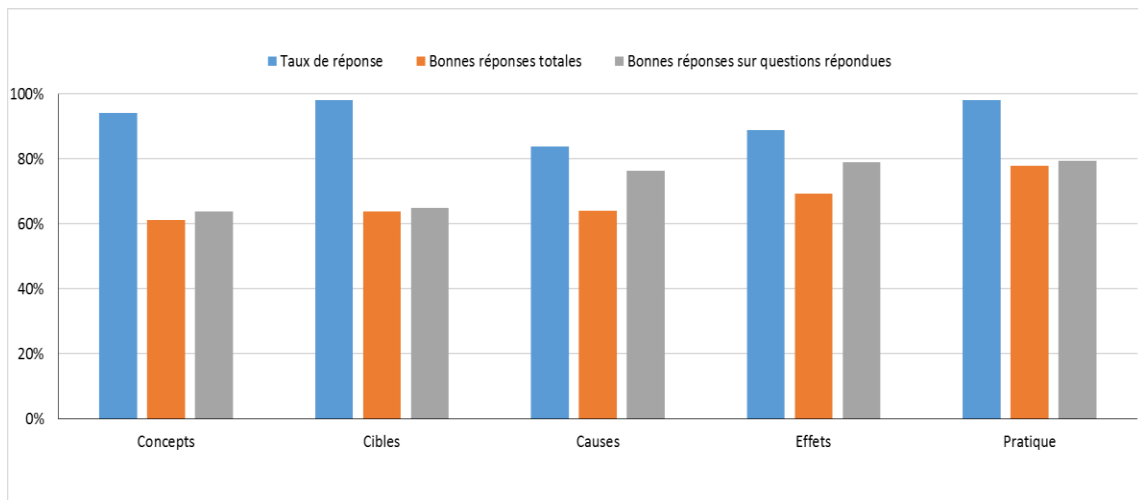
Profil	% de bonne réponses
Agent d'exécution	65%
Cadre	69%
Elus	67%
Indépendant	64%

Un croisement du profil des participants et des secteurs donne la répartition suivante du niveau de connaissance général SAN. Les cadres de la santé dégagent le niveau le plus élevé de connaissance, suivis de ceux des projets-ONG, de la mairie et de l'agriculture.



3.2.2 Niveau de connaissance détaillée par thème SAN

Le taux de bonnes réponses² selon les thèmes retenus, indique que le niveau de connaissance des participants est plus élevé au niveau des pratiques SAN (bienfaits d'une bonne nutrition ou effets irréversibles de la malnutrition, lien entre la sécurité nutritionnelle et pratiques d'hygiène, l'accès aux services de santé et l'eau potable) .



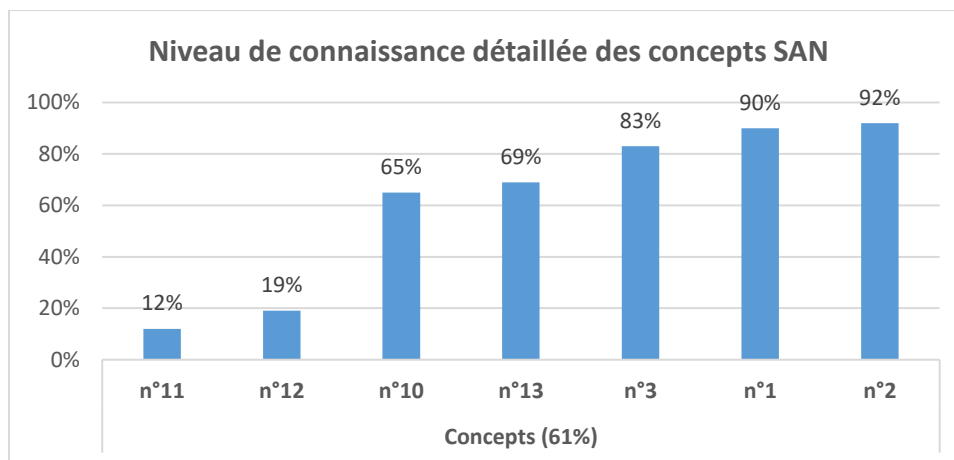
L'analyse du niveau de connaissance par thème d'évaluation est faite sur la base de l'échelle des valeurs ou d'appréciation suivante.

Niveau d'appréciation	Très Faible	Faible	Moyen	Elevé
Intervalles d'appréciation (%)	0%-20%	20%-50%	50%-80%	80%-100%
Niveau d'acuité	++++	+++	++	+

² Les questions non répondues étant considérées comme non maîtrisées

i. Au niveau des concepts

Les acteurs ont un très faible niveau de connaissance du mode opératoire de classification des zones en termes de prévalence de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (n°11 et 12). Quant au degré d'informations des acteurs sur la situation SAN du pays et des mécanismes nationaux de prise en charge de la malnutrition (n° 10 et 13), le niveau est moyen. Par contre, leur niveau de sensibilisation par rapport au concept SAN (définitions, piliers...) et à la signification de la malnutrition, est très élevé.

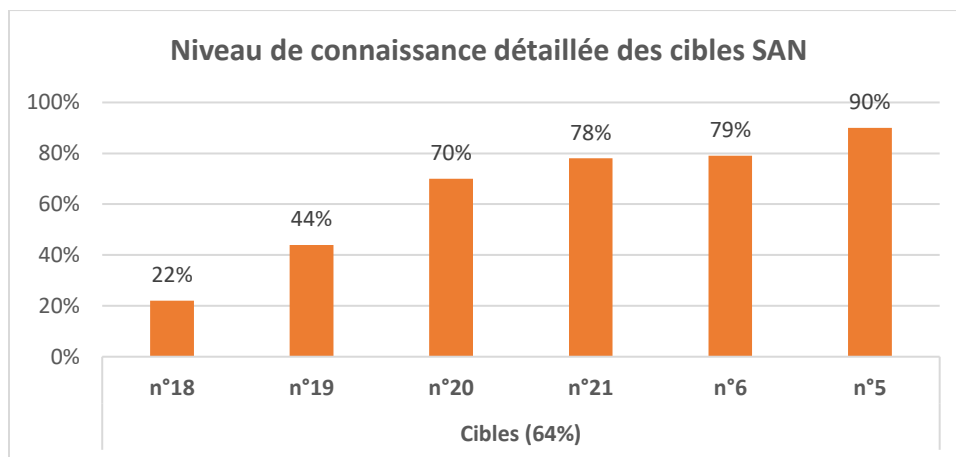


Les besoins en renforcement de capacités relatives aux concepts SAN se présentent comme suit par ordre d'acuité.

CONCEPTS		
N°	Besoins en renforcement de capacités	Degré d'acuité
1	Mode de classification géographique selon la prévalence de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	++++
2	Informations sur la situation du pays en sécurité alimentaire et nutritionnelle (niveaux national, départemental et communal)	+++
3	Définitions des concepts de la SAN et de la malnutrition	+

ii. Cibles

Les acteurs ont, en général une faible connaissance d'une part, du lien entre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, et de la relation entre la production agricole et l'insécurité alimentaire d'autre part (n°18, 19, 20, 21). A contrario, le lien entre la durée du stock vivrier, le pouvoir d'achat (hausse des prix des denrées) et l'insécurité alimentaire, est maîtrisé (n°5,6).

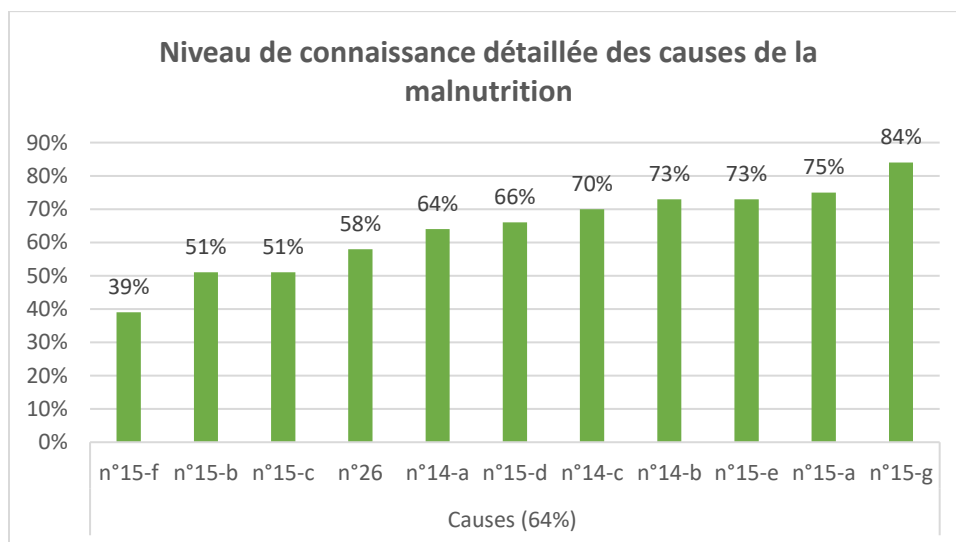


Il s'en dégage un besoin en renforcement de capacités sur les risques d'insécurité alimentaire des ménages c'est-à-dire ses déterminants.

CIBLES		
N°	Besoins en renforcement de capacités	Degré d'acuité
1	Déterminants de l'insécurité alimentaire du ménage	+++

iii. Causes

Les acteurs déterminent peu la relation entre l'insécurité alimentaire et la disponibilité d'infrastructures, la gouvernance et la protection sociale (n°15-f et 15-b). En outre, le niveau de connaissance est moyen en ce qui concerne la relation entre la SAN et certains thèmes tels que le changement climatique, l'écologie, la démographie, les guerres.

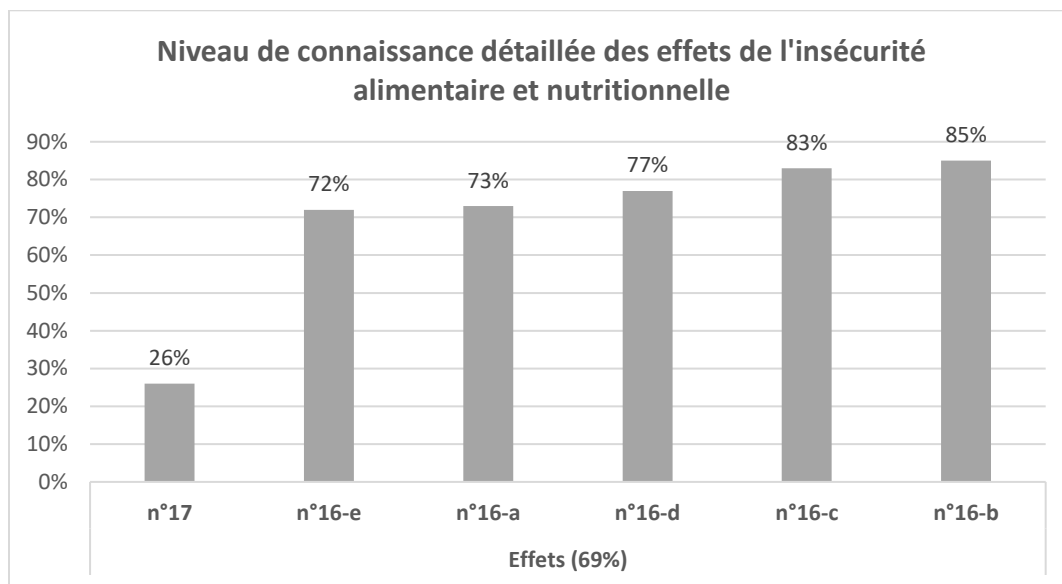


Le besoin en renforcement de capacités peut se résumer comme suit :

CAUSES		
N°	Besoins en renforcement de capacités	Degré d'acuité
1	SAN et facteurs exogènes au statut du ménage (changement climatique, écologie, démographie, guerres, gouvernance, protection sociale) ou Facteurs externes d'influence sur la SAN du ménage	++

iv. Effets

Le niveau des acteurs relatif à l'irréversibilité des effets de la malnutrition sur l'enfant, est faible (n°17). Par contre, les acteurs ont une bonne connaissance des bienfaits d'une bonne nutrition.

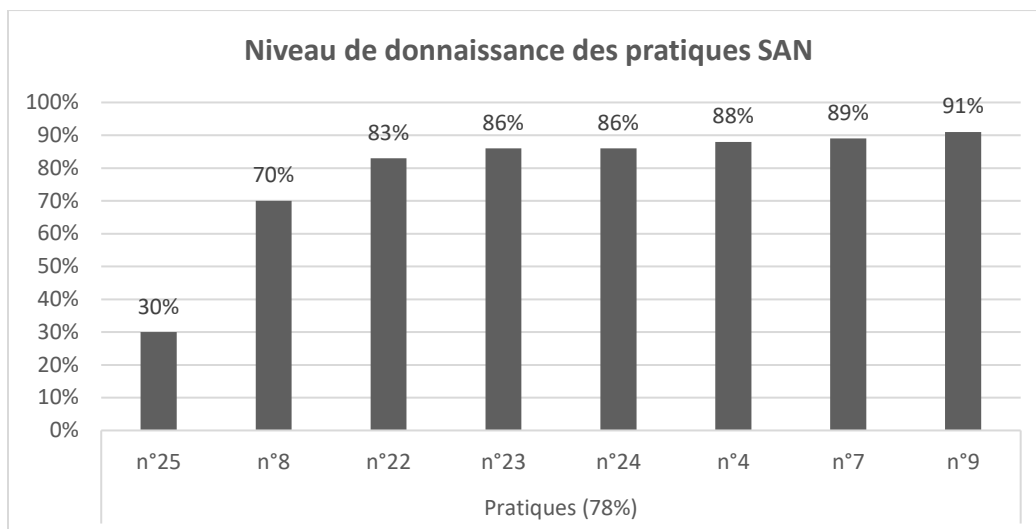


Il s'en déduit les besoins suivants :

Effets		
N°	Besoins en renforcement de capacités	Degré d'acuité
1	Conséquences de la malnutrition sur le développement de l'enfant	+++
2	Bienfaits d'une bonne nutrition	+

v. Pratiques

Le rôle ou l'importance du SCDA (Secteur Communal pour le Développement Agricole) dans la lutte contre l'iSAN est mal appréhendé par les acteurs (n°25). Par contre, ils ont une bonne connaissance : **(i)** des symptômes de la malnutrition : cas de l'anémie (n°8), **(ii)** du mode de prise en charge de la malnutrition (n°22), **(iii)** du rôle de l'éducation dans la lutte contre la malnutrition (n° 23), **(iv)** de l'eau potable dans la lutte contre l'iSAN (n° 24) et **(v)** de l'effet négatif des mauvaises pratiques d'hygiène sur la SAN (n° 4, 7,9).



Effets		
N°	Besoins en renforcement de capacités	Degré d'acuité
1	Rôle des services déconcentrés de l'Etat notamment du secteur agricole dans la lutte contre l'iSAN	+++
2	Symptômes de la malnutrition	++
3	SAN et Eau potable_ hygiène	+

3.2.3 Niveau de connaissance détaillée par secteur et profil

La situation croisée par secteurs et profils, se présente comme suit :

Niveaux Secteur & Profil								
CONCEPTS								
Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
<ul style="list-style-type: none"> • Mêmes tendances avec la moyenne_concepts • Niveau de connaissance légèrement plus élevé au niveau des AE 	Mêmes tendances avec la moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances au-dessus de la moyenne • Egal niveau de connaissance entre cadre et AE 	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances en-deçà de la moyenne mais niveau très au-dessus de la moyenne sur la définition de la SAN et de ses piliers. • Egal niveau de connaissance entre cadres et AE 	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances légèrement en-deçà de la Moyenne • Egal niveau de connaissance entre cadre et AE 	<ul style="list-style-type: none"> • Mêmes tendances que la moyenne • Connaissance en général sur la classification des zones en prévalence de l'iSAN : (i) plus élevée au niveau des cadres, (ii) moins élevée au niveau des AE et (iii) encore moins chez les élus. • Niveau au-dessus de la moyenne en termes d'informations sur la situation SAN du pays notamment au niveau des cadres. • Niveau des élus au-dessus de la moyenne sur (i) la définition de la malnutrition, (ii) la définition SAN et ses piliers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mêmes tendances que la moyenne • Très bon niveau des indépendants sur (i) la classification des zones en prévalence de l'iSAN et (ii) la description des piliers de la SAN 	Tendances en deçà de la moyenne et connaissance nulle sur la classification des zones en prévalence de l'iSAN	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances au-dessus de la moyenne

CIBLES								
Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Tendances au-dessus de la moyenne_cibles notamment au niveau des cadres	Tendances légèrement au-dessus la moyenne	Tendances au-dessus de la moyenne et notamment au niveau des cadres. Mais faible connaissance du lien entre la couverture des besoins alimentaires du ménage et sa sécurité alimentaire.	Tendances légèrement au-dessus de la moyenne avec un niveau plus ou moins équitable entre les cadres et les AE	Mêmes tendances dans l'ensemble mais faible connaissance du lien entre la pauvreté, la production agricole et l'insécurité alimentaire	Mêmes tendances qu'au niveau de la moyenne mais faible niveau des agents d'exécution en général	<ul style="list-style-type: none"> • Mêmes tendances qu'au niveau de la moyenne • Faible connaissance du lien entre la pauvreté, la production agricole et la sécurité alimentaire • Niveau des indépendants plus élevé 	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau en deçà de la moyenne mais très bonne connaissance du lien entre SAN et la guerre et les changements climatiques • Faible connaissance du lien entre pauvreté et la SAN 	Tendances au – dessus de la moyenne avec un niveau très élevé (i) du mode de prise en charge de la malnutrition, (ii) de la relation entre la production agricole et la SAN et (iii) du lien entre la stabilité du stock vivrier et l'iSAN
CAUSES								
Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Tendances légèrement au-dessus de la moyenne_Causes beaucoup plus tirée par les agents d'exécution	Mêmes tendances qu'au niveau de la moyenne mais une connaissance plus élevée du lien entre la production agricole et la SAN	<ul style="list-style-type: none"> • Tendances au-dessus de la moyenne beaucoup plus tirées par les cadres. • Niveau des AE plus faible que la moyenne 	<ul style="list-style-type: none"> • Mêmes tendances qu'au niveau de la moyenne mais avec une forte connaissance du lien entre le changement climatique et la SAN. • Niveau des cadres plus élevé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mêmes tendances qu'au niveau de la moyenne mais faible connaissance de l'impact de la spéculation des prix des denrées sur le marché et la SAN. • Niveau des cadres plus élevé 	Mêmes tendances qu'au niveau de la moyenne avec un niveau des élus et AE au-dessous de la moyenne	Tendances en deçà de la moyenne et faible niveau des cadres et AE sur le lien entre pauvreté et SAN	Tendances au-dessus de la moyenne mais faible connaissance des effets de la malnutrition sur l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune connaissance de l'insuffisance de protection sociale comme cause d'iSAN & de la relation entre SAN et infrastructures • Très bonne connaissance (i) du déséquilibre démographie-production agricole, (ii) de la guerre et du niveau de production agricole comme causes de l'iSAN

								● Connaissance élevé du lien entre pauvreté et iSAN
EFFETS								
Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances au-dessus de la moyenne_effets notamment au niveau de la maîtrise du caractère irréversible des effets de la malnutrition sur l'enfant. ● Niveau plus élevé des cadres 	<p>Mêmes tendances qu'au niveau de la moyenne mais connaissance légèrement plus faible sur les bienfaits d'une bonne nutrition sur les premiers stades de développement du fœtus</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances au-dessus de la moyenne tirées notamment par les cadres. ● Niveau général des AE égal à la moyenne mais très faible sur les effets de la malnutrition sur l'enfant. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances légèrement au-dessus de la moyenne mais très faible connaissance du caractère irréversible des effets de la malnutrition sur l'enfant. ● Niveau plus élevé chez les cadres 	<p>Tendances légèrement en deçà de la moyenne</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances bien au-dessus de la moyenne mais faible niveau pour les élus ● Tendances (i) au-dessus de la moyenne pour les cadres sur les effets de la malnutrition et (ii) en deçà de la moyenne pour les élus et AE, (iii) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Niveau en deçà de la moyenne sur les effets malnutrition sur l'enfant. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances bien au-dessus de la moyenne ● Très bonne connaissance (100%) des bienfaits de la bonne nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances très au-dessus de la moyenne ● Mais connaissance nulle sur le bienfait de la nutrition sur la survie ● Par contre, connaissance très élevée (100% des bienfaits de la bonne nutrition sur (i) la croissance physique, (ii) le développement mental, (iii) les 1^{ers} stades de développement du fœtus
PRATIQUES								
Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances au-dessus de la moyenne_pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> ● Mêmes tendances qu'au niveau de la moyenne avec une forte 	<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances au-dessus de la moyenne notamment sur (i) le lien entre les pratiques d'hygiène et la 	<ul style="list-style-type: none"> ● Mêmes tendances qu'au niveau de la moyenne. 	<p>Mêmes tendances qu'au niveau de la moyenne.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances au-dessus de la moyenne mais faible connaissance du rôle du SCDA par les AE. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances en-deçà de la moyenne notamment sur le rôle du SCDA dans la lutte contre l'iSAN 	<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances au-dessus de la moyenne ● Très bonne connaissances au-dessus de la 	<ul style="list-style-type: none"> ● Tendances au-dessus de la moyenne ● Connaissance largement au-dessus de la moyenne

<ul style="list-style-type: none"> ● Equilibre de niveau entre les cadres et les AE 	<p>maîtrise (i) du rôle de l'éducation dans la rupture du cercle intergénérationnel de la malnutrition et (ii) du lavage des mains dans la SAN</p>	<p>SAN, (ii) le mode de prise en charge de la malnutrition.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Mais niveau assez faible sur (i) "l'anémie comme forme de malnutrition" et (ii) le rôle des services étatiques de l'agriculture dans la lutte contre l'iSAN. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Niveau équilibré entre les AE et les cadres 		<ul style="list-style-type: none"> ● Niveau général des AE en-deçà de la moyenne ● Niveau des élus au-dessus de la moyenne pour l'anémie comme forme de malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> ● Niveau au-dessus de la moyenne des indépendants sur (i) l'anémie comme forme de la malnutrition et (ii) la pratique du lavage des mains. 	<p>moyenne (100%) sur la relation entre les mauvaises pratiques d'hygiène, l'accès aux soins de santé et la sécurité nutritionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Faible connaissance du rôle de l'éducation sur la rupture du cercle intergénérationnel de la malnutrition 	<p>(100%) sur (i) la relation entre les mauvaises pratiques, l'accès aux soins de santé et la sécurité nutritionnelle, (ii) la pratique du lavage des mains et (iii) le rôle de l'éducation</p>
--	--	---	---	--	--	--	---	--

4 Défis de renforcement de capacités

Les défis de renforcement des capacités (RC) c'est-à-dire les besoins en renforcement de capacités sont déterminés sur la base des besoins généraux identifiés par thème et le détail des niveaux de connaissance par thème et profil. La priorisation de ces besoins est faite suivant l'échelle ci-après

	++++	+++	++	+
Niveau en-deçà de la moyenne_thème	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4
Même niveau que la moyenne_thème	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5
Niveau au-dessus de la moyenne_thème	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	Aucun appui
Niveau élevé au-dessus de la moyenne_thème	Priorité 4	Priorité 5	Aucun appui	Aucun appui
Niveau très élevé au-dessus de la moyenne_thème (100%)	Priorité 5	Aucun appui	Aucun appui	Aucun appui

L'identification des profils concernés pour les renforcements de capacités identifiés s'est établie suivant le niveau de connaissance des profils qu'elle que soit la tendance du secteur. En clair, plus le profil a un niveau élevé sur un besoin RC moins il est concerné.

CONCEPTS									
Ordre de priorité des besoins par thème	Besoin 1 : Mode de classification géographique selon la prévalence de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle +++								
	Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Priorité 1				X	X			X	
Priorité 2	X	X				X	X		
Priorité 3									
Priorité 4			X						X
Priorité 5									
Profils concernés	Cadres et AE	Cadres et AE	Indépendants	Cadres et AE	Cadres et AE	AE et Elus	Cadres et AE	Cadres et AE	Cadres
	Besoin 2 : Informations sur la situation du pays en sécurité alimentaire et nutritionnelle (niveaux national, départemental et communal) +++								
	Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Priorité 2				X	X			X	
Priorité 3	X	X				X	X		X
Priorité 4			X						
Priorité 5									
Profils concernés	Cadres et AE	Cadres	Cadres et AE	Cadres et AE	Cadres et AE	Elus et AE	Cadres, AE, Indépendants	Indépendants	Cadres
	Besoin 3 : Définitions des concepts de la SAN et de la malnutrition +								
	Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Priorité 4			X	X	X		X	X	X
Priorité 5	X	X	X			X			X
Profils concernés	Cadres et AE	Cadres	Indépendants	Cadres et AE	Cadres et AE	AE et Cadres	Cadres, AE	Indépendants	Cadres

CIBLES									
Ordre de priorité des besoins par thème	Besoin : Déterminants de l'insécurité alimentaire du ménage +++								
	Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Priorité 2								X	
Priorité 3					X	X	X		
Priorité 4	X	X	X	X					
Priorité 5									X
Profils concernés	Cadres et AE	Cadres	AE (et Cadres)	Cadres et AE	Cadres et AE	AE (et Cadres)	Cadres, AE, Indépendants	Indépendants	Cadres

CAUSES

Ordre de priorité des besoins par thème	Besoin : SAN et facteurs exogènes au statut du ménage (changement climatique, écologie, démographie, guerres, gouvernance, protection sociale) ou Facteurs externes d'influence sur la SAN du ménage ++								
	Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Priorité 3									
Priorité 4		X		X		X		X ³	
Priorité 5	X		X						X
Profils concernés	Cadres (AE)	Cadres	AE (Cadres)	AE (Cadres)	AE (Cadres)	Elus (Cadres et AE)	Cadres et AE (Indépendants)	Indépendants	Cadres

EFFETS

Ordre de priorité des besoins par thème	Besoin 1 : Conséquences de la malnutrition sur le développement de l'enfant +++								
	Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Priorité 2					X		X		
Priorité 3		X		X				X	
Priorité 4	X		X						
Priorité 5						X			X
Profils concernés	AE (Cadres)	Cadres	AE et Cadres	AE (Cadres)	Cadres et AE	AE et Elus	Cadres, AE, Indépendants	Indépendants	Cadres
Ordre de priorité des besoins par thème	Besoin 2 : Bienfaits d'une bonne nutrition +								
	Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Priorité 4		X	Aucun		X				
Priorité 5	X								
Profils concernés	AE (Cadres)	Cadres			Cadres et AE				

PRATIQUES

Ordre de priorité des besoins par thème	Besoin 1 : Rôle des services déconcentrés de l'Etat notamment du secteur agricole dans la lutte contre l'iSAN +++								
	Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Priorité 2							X		
Priorité 3		X	X	X	X	X			
Priorité 4	X								
Priorité 5								X	X
Profils concernés	Cadres et AE	Cadres	Cadres et AE	Cadres et AE	Cadres et AE	AE (Cadres et élus)	(Cadres et AE)	Indépendants	Cadres

³ Le faible niveau en connaissance des effets de la malnutrition sur l'enfant, relève l'ordre de priorité

	Besoin 2 : Symptômes de la malnutrition ++								
	Projet-ONG	Agriculture	Santé	Education	Promotion sociale	Mairie	Société civile	Privé	Planification
Priorité 3			X ⁴						
Priorité 4	X			X	X				
Priorité 5		X				X	X	X	X
Profils concernés	Cadres et AE	Cadres	Cadres et AE	Cadres et AE	Cadres et AE	AE (Cadres , Elus)	Cadres et AE	Indépendants	Cadres
	Besoin 3 : SAN et Eau potable_ hygiène +								
Priorité 4	X	X	X			X	X	X	X
Priorité 5				X	X				
Profils concernés				Cadres et AE	Cadres et AE				

⁴ Relèvement du niveau de priorité de la méconnaissance de l'anémie comme forme de malnutrition (notamment dans le secteur santé)

Conclusion

Les résultats de l'évaluation de l'état des connaissances des parties prenantes SAN des départements de l'Atacora et de la Donga, montrent un niveau moyen SAN. Les besoins en renforcement de capacités qui en résultent, démontrent la pertinence d'un tel exercice puisqu'il s'agit des thèmes basiques déterminants pour l'engagement des différents acteurs à la cause de la SAN.

A défaut d'un plan commun de renforcement de capacités, chaque programme devra, selon son domaine principal d'intervention (piliers SAN) et au vu de ses disponibilités financières, faire le choix des thèmes sur lesquels, il se sent capable d'assurer l'accompagnement. Ceci pourrait se faire, à la faveur d'une concertation d'analyse des résultats entre les trois programmes. Il pourrait être aussi envisagé des synergies en termes d'accompagnement.

5 ANNEXES

Annexe 1 : Fiche d'évaluation des connaissances SAN



Fiche d'enquête
Etat des lieux des connaissances sûres
la sécurité alimentaire et nutritionnelle

N° d'enquête :	Commune :	Date :
<i>Ne pas remplir</i>		
Institution/service du répondant :	Fonction/Titre du répondant :	Nom et Prénoms du répondant :

I. Questions fermées : Répondre par Vrai ou Faux, soit dans la colonne soit dans la case d’Affirmation

N°	Affirmations	Vrai ou Faux
1	La sécurité alimentaire est atteinte si toutes les personnes ont, en tout temps, un accès économique, social et physique à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine.	
2	Les dimensions de la sécurité alimentaire sont : la disponibilité (en produits alimentaires), la stabilité, l’accessibilité (physique et financière : pouvoir de se procurer la nourriture) et l’utilisation (conditions et modes de consommation des aliments).	
3	La malnutrition désigne un état pathologique causé par la déficience ou l’excès d’un ou plusieurs nutriments	
4	Les mauvaises pratiques d’hygiène, surtout alimentaires, n’ont aucun impact sur la sécurité alimentaire d’un ménage disposant de quantités suffisantes de nourriture.	
5	Un ménage rural dont la durée du stock de vivrier dans son grenier est de 4 mois sur 12 ne peut pas facilement tomber en insécurité alimentaire.	
6	La situation de sécurité alimentaire d’un ménage a un lien avec la hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés.	
7	La sécurité nutritionnelle recouvre les dimensions de bonnes pratiques d’hygiène et d’accès aux services de santé.	
8	L’anémie est une forme de malnutrition	
9	Le lavage d’une seule main à l’eau avant ou après les repas est largement suffisant	
10	Votre commune se situe dans la zone rouge de l’insécurité alimentaire au Bénin.	
11	Dans les zones rouges, le taux de malnutrition des populations atteint ; 10%, 20%, 30% ou 40% (entourez la bonne réponse)	<input type="checkbox"/>
12	Dans les zones vertes, le taux maximum de malnutrition des populations atteint ; 0%, 5 %, 10%, 15% (entourez la bonne réponse)	<input type="checkbox"/>
13	Le Bénin dispose d’un protocole de prise en charge de la Malnutrition Aiguë et Sévère	
14	Les causes de l’insécurité alimentaire sont : (entourez la bonne réponse)	<input type="checkbox"/>

	<ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des bases agro-écologiques (V / F) - le déséquilibre entre niveau de production agricole et l'évolution démographique (V / F) - les modes de production et de consommation peu compatibles avec un développement durable (V / F) 	X
15	<p>Les causes les plus souvent signalées pour l'insécurité alimentaire sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le changement climatique (V / F) - l'insuffisance de protection sociale (V / F) - la mauvaise gouvernance (V / F) - la spéculation sur les prix de l'alimentation (V / F) - les guerres (V / F) - le manque d'infrastructures (V / F) - la pauvreté (V / F) 	X
16	<p>La bonne nutrition est essentielle pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la survie (V / F) - la croissance physique (V / F) - le développement mental (V / F) - la productivité (V / F) - la santé et le bien être tout au long des premiers stades de développement fœtal jusqu'à deux ans d'âge (V / F) 	X
17	Sur un enfant, les effets d'une situation de la malnutrition, sont ponctuels et s'annulent quand il retrouve une alimentation normale.	
18	Un ménage qui n'arrive pas à produire des aliments susceptibles de couvrir ses besoins alimentaires est un ménage en insécurité alimentaire.	
19	Les ménages en insécurité alimentaire sont toujours les plus pauvres.	
20	Les ménages « riches » ne sont pas touchés par les problèmes de sécurité alimentaire.	
21	Les populations rurales qui vivent dans les zones à haute production agricole, ne sont pas touchées par les problèmes d'insécurité alimentaire.	
22	La prise en charge de la malnutrition peut se réaliser au niveau de la communauté et au niveau des centres de santé qui utilisent des méthodes traditionnelles éprouvées ou disposant d'un plateau technique adéquat.	
23	L'éducation scolaire peut permettre de briser le cercle intergénérationnel de la malnutrition	
24	L'accès à l'eau potable est une dimension de santé publique et n'a pas de lien avec la l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.	
25	L'insécurité alimentaire et nutritionnelle peut être réglée si le SCDA joue pleinement son rôle pour faciliter le développement des productions agricoles.	
26	Les causes d'insécurité alimentaires sont plus liées au manque de production agricole, qu'au comportement des individus.	

II. Questions ouvertes

- La lutte contre l'insécurité alimentaire est avant tout un problème de politique nationale ou un problème de politique locale, justifiez.
- Selon vous quels sont les actions les plus importantes sur lesquelles il est nécessaire d'agir pour améliorer la sécurité alimentaire, priorisez-les et dites-en quoi elles sont importantes.
- Comment pensez-vous que votre institution/service puisse participer à la lutte contre l'insécurité alimentaire.
- Quels sont vos attentes et/ou besoins en renforcement des capacités pour lutter plus activement contre l'insécurité alimentaire.
- Quels sont vos attentes et/ou besoins en formation pour lutter plus activement contre l'insécurité alimentaire.

Annexe 2 : compil des graphiques sur le détail des niveaux de connaissance par secteur et profil

